



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL ————— décembre 2014 - n°135

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

**Rencontres Nationales 2014 :
dlo dlo dlo !!**

Page 4

*Les nouvelles de NIH ont une
énergie durable*

VU DANS LA PRESSE & L'ÉDITION

La corruption en Haïti

Démission du premier ministre

Tous les deux ans, le CHF organise un temps fort dénommé "Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti", chaque fois dans une région différente.

En 2006, les premières Rencontres Nationales à Chamarande (Essonne) avaient permis de créer les premiers contacts entre les acteurs de la solidarité avec Haïti- ONG, associations franco-haïtiennes, collectivités locales. En 2008, le thème central des deuxièmes Rencontres Nationales à Sainte Foy-lès-Lyon (Rhône) était "Passer de l'assistanat au partenariat", avec le soutien du Réseau Rhône Alpes pour Haïti. En 2010, après le séisme le thème était repris avec encore plus d'exigence "Comment fait-on de ce principe une réalité, un changement de pratique dans nos projets ?". C'était à Brens-Gaillac (Tarn) avec le concours du Collectif Haïti des Associations de Midi-Pyrénées. En 2012, année des 20 ans du CHF, nous voulions réaffirmer notre engagement et notre

solidarité pour le développement endogène d'Haïti : "Des droits à conquérir, un développement à réussir", droit à l'information, droit à la souveraineté alimentaire, droits des migrants haïtiens. En 2014, les Rencontres à Lille les 9,10 et 11 novembre portaient sur les enjeux liés au secteur de l'eau et de l'assainissement en Haïti. Vous trouverez dans ce numéro de NIH l'essentiel de ces dernières rencontres.

Pour cette année 2015, qui va commencer, nous souhaitons aux associations membres du Collectif de poursuivre avec courage ce travail patient et solidaire avec nos amis haïtiens et nous souhaitons à Haïti, qui termine l'année dans une grande insécurité, de trouver la volonté et la force de satisfaire les exigences de justice et de partage de tous ses citoyens.

L'ARTICLE DU MOIS

Rencontres Nationales 2014 : dlo dlo dlo !!

Co-organisées à Lille les 9, 10 et 11 novembre dernier par le Collectif Haïti de France (CHF) et la Communauté haïtienne du nord de la France (CHNF), les cinquièmes Rencontres nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti se sont intéressées à un enjeu majeur pour le pays : l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (EPA).

Alors que depuis 2010 les Nations unies reconnaissent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit humain fondamental, que cet accès est l'un des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement

fixés par la même instance, en Haïti, « 36 % des ménages doivent marcher en moyenne trente minutes pour atteindre un point d'eau qui n'est pas toujours salubre », rappellera lors de son intervention Edwige Petit, en charge de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA). L'eau est pourtant l'une des clés d'une amélioration considérable des conditions de vie dans bien des domaines : la santé, l'agriculture, mais aussi pour l'amélioration des conditions de vie des femmes, des conditions d'apprentissage dans les écoles, alors que 80% des

écoles n'ont pas accès à l'eau potable et ne disposent pas de structures d'assainissement... L'objectif majeur de ces rencontres était donc de mettre en évidence les enjeux liés au secteur EPA pour les participants et les associations membres du CHF qui s'y trouvent très souvent confrontés dans la mise en œuvre de leurs projets avec leurs partenaires haïtiens, quel que soit leur domaine d'intervention.

Le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale ajoutait encore à l'importance du thème de l'eau comme élément indispensable au développement d'une petite agriculture qui permet de contribuer à « l'éradication de la faim et de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et au développement durable, en particulier dans les zones rurales » (FAO). En effet, si les précipitations sont nombreuses et abondantes en Haïti, elles sont aussi irrégulières. Et l'érosion des sols ne permet plus que l'eau s'infilte dans la terre. L'irrigation est donc une nécessité, mais la plupart des ravines du pays ne sont pas utilisées à cette fin. Sur près de 300 000 hectares de terres de plaines à fort potentiel agricole, seuls 80 000 sont effectivement irrigués. Mme Guerly Valbrun, responsable du programme « Manman bèf » de Veterimed a ainsi introduit ce sujet et répondu à nos questions.

Ces rencontres avaient donc pour objectifs principaux de :

1. échanger sur les enjeux liés au secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Haïti et sur l'urgence à intervenir dans ce secteur
2. partager les expériences et bonnes pratiques dans la gestion des projets sur l'eau et l'assainissement
3. mutualiser les compétences et les moyens entre les associations dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement
4. renforcer les capacités à intégrer les notions d'eau et d'assainissement dans les projets

1 –Des intervenants sont venus d'Haïti comme Mme Edwige Petit, de la DINEPA, chargée du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement dans le pays, de sa régulation et du contrôle des acteurs qui y interviennent. Cet organisme d'Etat, créé en 2009 et placé sous la tutelle du ministère des Travaux publics, du Transport et des Communications, poursuit avec ses structures déconcentrées une réforme de longue haleine pour tenter de relever l'immense défi de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sur tout le territoire. La directrice dressera ainsi un état des lieux sombre, mais mis en perspective par les nombreux chantiers en cours. Selon elle, la plupart des projets qui ont vu le jour depuis des années en Haïti en matière d'EPA n'ont pas été entretenus et conduisent aujourd'hui la population à retourner puiser directement à des sources parfois insalubres. La

pérennité de ces sources, en quantité et en qualité, est donc essentielle pour la DINEPA qui en a entamé un recensement, ainsi que celui des installations existantes. L'état des lieux complet devrait être bouclé, fin 2015.



Edwige PETIT de la DINEPA

La Direction essaie parallèlement de reprendre et de remettre en état des installations qui datent des années 1950, elle élabore peu à peu un service d'acheminement de l'eau dans les communes, afin qu'un point d'eau soit accessible à moins de 500 mètres de chaque maison. La tarification des services est une autre question importante. La DINEPA teste actuellement auprès de la population une tarification différenciée avec un coût très bas pour les 3 premiers mètres cubes. Un référentiel technique national EPA existe aujourd'hui en Haïti qui doit servir d'appui à tout projet dans le secteur. Pour Edwige Petit, il n'est plus envisageable aujourd'hui qu'un projet EPA ne s'appuie pas sur trois piliers : l'accès à l'eau, l'évacuation et le traitement. Citant en exemple ces toilettes construites dans des écoles mais qui deviennent vite inutilisables parce que l'entretien et la vidange n'ont pas été prévus, la directrice fait comprendre que l'intransigeance sera désormais de mise.

Le bureau d'étude Hydroconseil, qui travaille en Haïti depuis une vingtaine d'années, élabore actuellement avec la DINEPA un guide méthodologique pour tout projet EPAR (eau potable et assainissement en milieu rural). Son directeur, Bruno Valfrey, présent lors de ces rencontres, a eu l'occasion de présenter le travail en cours avec les acteurs du secteur, sur la base du bilan des projets existants pour mettre en lumière les plus exemplaires. Cet outil important devrait voir le jour d'ici fin 2015.

D'autres intervenants, venus d'ONG françaises qui travaillent sur l'eau en Haïti ou ailleurs, étaient présents, comme M. Emmanuel Poilane, directeur général de la Fondation France Libertés, qui a rappelé l'importance de la gestion de l'eau. La Fondation porte du reste une campagne appelée « L'eau, bien commun de l'humanité ».

M. Philippe Mouton, responsable d'antenne au Programme Solidarité Eau (Ps-Eau), est venu avec une exposition « *L'assainissement dans les pays en développement* ». Il a notamment fait le point sur la loi Oudin-Santini qui autorise les collectivités territoriales françaises, les établissements publics intercommunaux et les syndicats des eaux et/ou d'assainissement à mobiliser jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de coopération internationale dans ces secteurs. Cette loi n'impose rien et toutes les collectivités territoriales ne l'ont pas mise en œuvre. Ainsi, selon Emmanuel Poilane, 65% des fonds potentiellement ouverts par cette loi ne sont pas utilisés. Le site Ps-Eau peut être utile pour la mise en place et le suivi de projets, pour savoir à qui s'adresser, etc.

Était présent également M. François Derisbourg, de Lianes coopération (réseau multi-acteurs de coopération internationale en Nord-Pas de Calais).

2 - Les expériences et bonnes pratiques dans la gestion des projets sur l'eau et l'assainissement ont été apportées par des acteurs venus d'Haïti comme M. Gaston Jean, doctorant à l'université Quisqueya, partenaire du CEFREPADE (Centre francophone de recherche partenariale sur l'assainissement, les déchets et l'environnement) qui nous a présenté le programme des toilettes sèches et de la gestion des résidus dans des écoles de Gros-Morne.

3 - Pour mutualiser les compétences et les moyens entre les associations dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement, des ateliers étaient proposés aux participants. Certains ont des expériences positives à partager, d'autres sont en recherche, ces ateliers sont toujours un moment important.



Atelier « Comment monter un projet en intégrant la dimension eau et assainissement ? »

Les participants proviennent de tous les secteurs de la solidarité franco-haïtienne, qu'ils représentent une association ou non. Ils ont fait le voyage depuis diverses régions de France métropolitaine et même depuis les départements d'Outre-Mer. La Guyane était fort bien représentée par Mme George Habran-Mery,

surnommée Mme Unesco, intéressée par une coopération avec Haïti et cinq Guyanais d'origine haïtienne, tous membres du « Collectif pour Haïti » de Guyane.

Dans les ateliers, des membres d'autres associations sont intervenus pour apporter leur expérience : Pascale Naquin, du CEFREPADE INSA Lyon, Aurélie Rakotofiringa, anciennement à AVSF Haïti (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières), Élisabeth Charlon, déléguée régionale du GREF (Groupement des Retraités Éducateurs sans Frontières), Barbara Küpper, de Misereor (l'Œuvre de l'Église catholique en Allemagne chargée du développement).

4 - Enfin, pour renforcer les capacités à intégrer les notions d'eau potable et d'assainissement dans les projets, Anne Bertin, permanente au CHF depuis plusieurs années, qui terminait malheureusement son contrat - nous lui souhaitons le meilleur pour la suite ! -, nous laisse de beaux outils : une fiche thématique « [Eau & assainissement](#) » et une autre intitulée « [Agriculture & Développement rural](#) », à retrouver sur le site du CHF.

En marge de ces riches échanges, dont il reste à espérer qu'ils se transforment en projets innovants pour Haïti, éventuellement soutenus par la Fondation d'entreprise Sogelink, engagée dans le secteur EPA, ces rencontres s'inscrivaient aussi dans la convivialité. La Gare Saint-Sauveur, ancienne gare de Lille réhabilitée en centre culturel, mise à disposition par la Ville, partenaire de la CHNF, se prêtait ainsi particulièrement à l'organisation de diverses animations. Nous avons vu le film réalisé par Arnold Antonin, « La vraie révolution en Haïti : une éducation de qualité pour tous », sur le projet de tableaux numériques pour l'enseignement en Haïti. A la suite de la projection, les spectateurs ont pu échanger avec les promoteurs de ce projet d'Haïti Futur : Josette et Jean-Claude Bruffaerts.

Le lundi soir, Rose-Esther Guignard, comédienne et danseuse, a offert un spectacle basé sur deux histoires traditionnelles haïtiennes : « Tezin, le poisson amoureux » et « Elma et l'oranger magique ». Mme Nadine Lopez, professeure d'histoire, nous a présenté un montage exceptionnel sur la mondialisation vue du Sud que nous espérons pouvoir vous présenter dans un prochain numéro.

Pour en savoir plus :

Le site du CHF consacre une page internet à ces Rencontres nationales et aux interventions de plusieurs intervenants : www.collectif-haiti.fr/rencontres-nationales-2014.php.

Des actes sont en cours de rédaction.

A consulter également :

- Site de la Dinépa : www.dinepa.gouv.ht
- Site du Programme Solidarité eau : www.pseau.org

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

Le N°127 (Mars 2014) : Le tourisme, un pactole pour Haïti ?

Le policier national Jean Mathulners Lamy libéré, près de 9 mois après son incarcération

[AlterPresse] Le policier national Jean Mathulners Lamy, incarcéré au pénitencier national depuis plus de 9 mois, a été libéré, ce vendredi 12 décembre 2014, indique l'organisation *Konbit peyizan Ilavach* (Kopi) (...). Les familles Lamy et Noël (l'épouse de Mathulners Lamy) projetaient d'organiser un sit-in devant les locaux du tribunal civil de l'Île à Vache (...), dans la perspective de réclamer, de l'administration de Michel Martelly et au gouvernement de Laurent Lamothe, la libération du policier. Bien que le tribunal correctionnel ait ordonné, le lundi 8 décembre, la libération de Jean Mathulners Lamy, le commissaire du gouvernement

(...), Kerson Darius Charles, aurait refusé, jusqu'à cette date, de le libérer. Le refus du chef du parquet de Port-au-Prince traduirait une volonté d'assouvissement des décisions judiciaires au gré des décisions politiques, selon la famille du policier. Arrêté et emprisonné depuis le 21 février 2014, Mathulners Lamy était très impliqué dans le mouvement de protestation contre le projet touristique gouvernemental, baptisé Destination touristique de l'Île à Vache. Plus d'une dizaine de manifestations ont été enregistrées sur l'île, depuis le déploiement, en août 2013, des activités du projet « Destination touristique Ile-à-Vache ».

VU DANS LA PRESSE ET L'ÉDITION

Haïti Perspectives GRAHN - Printemps 2014 - La corruption en Haïti : un monstre à visage humain.

Par Daniel Jean. L'univers des élites haïtiennes est conditionné pour le moment par des gadgets, des modèles occidentaux et leur entêtement à plaire aux « Blancs », peu importe si elles perdent le réflexe du binôme réflexion/action. L'intelligentsia, pour être en phase avec le discours international sur la corruption et se positionner dans le champ de vision des forgerons de projets de la communauté internationale, ne se gêne pas pour se transformer en simple caisse de résonance de clichés divers utilisés contre le pays au point de répéter béatement et même d'accepter que la corruption est une composante de notre culture. (...) En attendant une réplique articulée contre la sape de tout ce que j'ai reçu comme valeurs positives de la société haïtienne, aujourd'hui je m'attèle à orienter ma recherche des racines de la corruption vers la structure sociale haïtienne et la trajectoire ascensionnelle de l'individu citoyen dans le milieu haïtien. (...) La société haïtienne présente une structure similaire à celle de l'atome, où le noyau est constitué d'un des auteurs (père ou mère) autour duquel gravitent tous les autres membres de la famille constituée : des enfants, parfois

de lits différents, des ascendants, et à cela, très souvent, s'ajoutent des collatéraux et alliés (...) Devant l'absence de l'Etat, dans sa fonction de planificateur et de contributeur au bien-être généralisé, la famille est seule à faire face aux exigences de survie. C'est pourquoi son combat va être clanique, égoïste, apatride même dans ses motivations et hors normes avec en soupape des alliances subjectives (basées sur les sentiments, la religion, le sexe, l'appartenance de classe) ou d'intérêts matériels. (...) L'individu au sommet de la pyramide professionnelle ou sociale ne s'y rend que par des efforts personnels et avec l'engagement de sa famille à l'épauler, sinon c'est le rabougrissement et le dépérissement pur et simple (...) ...cet individu imbibé de connaissances parfois mal assimilées en raison de son inconfort quotidien, physique, mental et moral, avec un stress permanent de variables redevances à honorer, arrive au timon des affaires dans un pays comme Haïti, à structure disloquée et éclatée. Que faire avec toutes ses bonnes intentions et ses préceptes moraux ? À quoi peut-on s'attendre ?

Le Monde - 16 décembre 2014 - En Haïti, le premier ministre poussé à la démission.

Les formations de l'opposition, qui manifestent depuis plusieurs semaines, réclament le départ du président Michel Martelly. Les « pays amis » (Brésil, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Union européenne) et la représentation des Nations unies, Sandra Honoré, s'inquiètent des risques d'exacerbation de la crise à partir du 12 janvier 2015, date à laquelle le mandat des parlementaires prendra fin. L'opposition accuse M.

Martelly de vouloir gouverner par décret. Ce dernier rétorque que les élections prévues pour octobre n'ont pu avoir lieu, car le sénat n'a pas voté la nouvelle loi électorale. Le journaliste Marvel Dandin, déplore l'attitude de la communauté internationale, coupable « d'avoir appuyé Martelly dans la dérive qui risque d'aboutir au vide institutionnel. ».